

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

l'avenir

des

socialistes

**"le désordre
établi"**

**un livre
de bertrand renouvin
pages 4 et 5**

soljénitsyne

**à l'est de
büchenwald
pages 2 et 3**

● **Un réquisitoire terrible sur la plus grande institution soviétique : le système concentrationnaire.**

La sortie en librairie du deuxième volume de « L'Archipel du Goulag » (1) d'Alexandre Soljénitsyne, était attendue depuis plusieurs mois. Le premier tome, qui traitait des voies à emprunter pour parvenir au Goulag (arrestation, interrogatoire, « jugement ») n'avait pas permis au lecteur occidental de faire connaissance avec le système concentrationnaire. Voilà qui est chose faite. Dans ce livre, plus volumineux que le précédent, le « contestataire » soviétique transporte le lecteur à l'est de Büchenwald. Miroir aux horreurs, manuel sur le sadisme, l'œuvre de Soljénitsyne nous confronte à une réalité dont ni les générations de l'après-guerre, ni — plus généralement — les citoyens d'un monde occidental bourgeois et repus ne peuvent avoir conscience. De plus, il remet le communisme soviétique à la place qui lui revient dans l'histoire : celle du plus grand mangeur de chair humaine que nos civilisations aient connu.

DE LA REPRESSION...

Soljénitsyne reprend dans le second tome les accusations lancées dans le premier. Le système concentrationnaire n'est pas — réaffirme l'écrivain — un phénomène purement stalinien, une déviation doctrinale, alibi d'autant plus commode qu'il a le mérite de blanchir et d'effacer ce qui s'est fait avant, de passer sous silence ce qui se fait ou se fera après. La politique stalinienne a été désapprouvée par le XX^e congrès du P.C. soviétique : « Très bien, n'en parlons plus ! » Eh bien non ! Parlons-en, au contraire. Et reprenons dès le début ; c'est-à-dire dès décembre 1917, quand Lénine « à titre d'hypothèse de travail, propose l'arsenal suivant de châtiments : confiscation de tous les biens (...) détention en prison, expédition au front, et travaux forcés pour les contrevenants à la présente loi ». Un service punitif est créé, et neuf mois après la Révolution d'octobre, une instruction officielle est promulguée. Que dit-elle ? « Les personnes privées de liberté et aptes au travail sont obligatoirement invitées à travailler physiquement ». Cette instruction, peu surprenante dans son contenu, dans la sanction prévue, l'est déjà plus eu égard aux personnes auxquelles un tel traitement est réservé. « En août 1918, quelques jours avant l'attentat perpétré contre lui par Fanny Kaplan, Vladimir Illitch, dans un télégramme adressé à Eugénie Bosch, écrivait ce qui suit : « Enfermer les douteux (non pas les « coupables » les douteux — A.S.) dans un camp de concentration hors de la ville. » En outre, « ... faire régner une terreur massive et sans merci... ». Et le 5 septembre 1918, une dizaine de jours après ce télégramme, fut publié le décret sur la Terreur rouge. « Outre les instructions concernant les exécutions massives par fusillades, il

y était notamment prescrit de protéger la République des Soviets contre ses ennemis de classe en isolant ces derniers dans un camp de concentration. »

« Cela se passait dans les meilleures, les lumineuses années 20, antérieurement à toute espèce de « culte de la personnalité », quand les races blanche, jaune, noire et rouge voyaient dans notre pays le flambeau de la liberté. » Faut-il, à l'instar de Soljénitsyne, faire référence à Marx qui, dans sa « Critique du Programme de Gotha », indiquait déjà que l'unique moyen de redresser les détenus était le travail productif ? Bien sûr, on peut faire valoir que Marx ne parlait pas alors des détenus politiques, mais des simples « droit commun ». Pourtant, pour les continuateurs, « ce fut un jeu d'enfant d'établir que forcer un détenu à travailler quotidiennement (parfois pendant quatorze heures dans les tailles de la Kolyma) est humain et aboutit à son redressement ». Le redressement : voilà lâché le maître-mot !

... A LA REEDUCATION

Tant par son organisation que par sa taille, l'institution concentrationnaire en Union soviétique surpasse quantitativement son succédané hitlérien. (Un statisticien russe, le professeur Kourganov n'avait-il pas chiffré à... 66 millions le nombre des victimes de cet « écrasement interne » ?). Et ceci masqué par une gigantesque entreprise de propagande : ainsi, il est de moins en moins question de répression ou de travaux forcés, mais de « système d'éducation ». Et Vichynski (le Himmler soviétique) d'écrire sans rire : « C'est justement la tâche éducative qui oppose dans son principe notre ITL (camp de redressement par le travail) à la pratique des Etats bourgeois, la violence chez nous, ne joue qu'un rôle secondaire dans la lutte contre la criminalité ; l'accent est mis sur les mesures matérielles et organisationnelles, culturelles et civilisatrices, politico-éducatives ». Pour mesurer pleinement l'hypocrisie criminelle de ces paroles, reprises en leur temps par nos staliniens occidentaux, il convient de les rapprocher d'un autre texte décrivant une fin de journée sur un chantier. « Lorsque s'achève la journée de travail sur le chantier, il reste des cadavres sur place. La neige recouvre peu à peu leurs visages. Les uns recroquevillés sous leur brouette qui s'est renversée sur eux, les mains dans les manches, gelés dans cette position. D'autres figés, la tête enfoncée entre les genoux. Deux autres ont gelé sur place, dos contre dos. (...) La nuit, on vient les ramasser en traîneaux. Les conducteurs y lancent les cadavres qui résonnent comme du bois en retombant sur les traîneaux. L'été, des cadavres qui n'ont pas été ramassés à temps, il ne reste plus que les os ; ils passent dans la bétonneuse, mélangés aux galets. Ainsi sont-ils passés dans le béton de la dernière écluse, près de la ville de Bélo-morsk, où ils demeureront pour l'éternité. » ... « C'est ainsi que l'Archipel vint à bout du II^e plan quinquennal et entra par conséquent dans l'ère du socialisme. »

Le tableau brossé serait incomplet si l'on omettait de parler des tortures, des actes de sadisme : ainsi, Nicolas Andréïevitch Aglanov, chef de camp, « aimait à se choisir au moment du départ pour le travail, une brigade coupable de quelque manquement. Il ordonnait qu'on les conduisît à l'écart, et, en personne, tirait à coups de revolver sur ces hommes agglutinés, terrorisés, tout en ponctuant son travail de cris de joie ». Ou bien représentez-vous, attaché nu à un arbre, exposé aux moustiques ; ou bien encore « on attelle un cheval à des brancards vides, à l'autre bout du brancard on attache les pieds du coupable, un gardien enfourche le cheval et le fait courir dans les taillis jusqu'à ce que cris et gémissements cessent de se faire entendre derrière ».

Monumental réquisitoire, ce deuxième tome de « L'Archipel du Goulag » est également remarquable quant à la langue, que la traduction n'a heureusement pas desservi. D'une plume acerbe, incisive, offrant au lecteur un intérêt constant, Soljénitsyne attaque, démontre, condamne, ironise même. L'invective n'est pas non plus absente de son acte d'accusation. Principalement mordant envers les « intellectuels », il charge Gorki (« le grand écrivain prolétarien ») qui, ayant visité un camp, savait, mais n'avait rien dit pour ne pas « empoisonner sa prospérité de fraîche, de toute fraîche date, au Patriarche des lettres... Un palais à Moscou, une propriété dans la région de Moscou ». Pire, il célébra les camps et « l'étonnante énergie des hommes qui, tout en étant les gardes vigilants et infatigables de la révolution, savent en même temps se montrer les créateurs de culture remarquablement audacieux ». Mais sur le reste, sur la machine à broyer l'être humain, rien. Silence, on extermine !

Soljénitsyne s'en prend également aux « intellectuels » occidentaux, aux jeunes gens de son âge, alors étudiants de la Sorbonne et d'Oxford, qui « râlent contre leurs gouvernements et leurs réactionnaires qui refusent de comprendre et d'imiter l'expérience d'avant-garde des Soviets » (...), qui « jugent avec assurance de tout sur cette terre, mais surtout de la prospérité et de la justice supérieure » de l'Union soviétique. Alexandre Soljénitsyne s'attaque vigoureusement à ces « étrangers bien nourris, insouciantes, myopes, irresponsables » qui, nez-à-nez avec la réalité, ne voient pourtant rien ; tel Leibowitz, juge de la Cour suprême de New York écrivant dans « Life » au retour d'une visite au Goulag que les détenus y conservent leur dignité. « La dignité de la personne humaine ! La dignité des condamnés sans jugements ? De ceux qu'aux arrêts en gare, on colle assis le cul dans la boue ? De ceux qui, au sifflement du fouet du citoyen surveillant, grattent de leurs doigts la terre imprégnée d'urine et emportent le tout, pour ne pas écoper du cachot ? La dignité de ces femmes cultivées à qui était confié, comme un immense honneur, le soin de laver le linge et de nourrir les propres cochons du citoyen chef de camp ? Et qui, au premier de ses gestes d'ivrogne, prenaient immédiatement des postures obéissantes pour ne pas, demain, aller crever aux travaux généraux ? »

éditorial

LE DERNIER TEMOIN

Tout cela pourquoi ? Ces millions de vies humaines détruites, ces souffrances accumulées, quel but poursuivait donc Staline dans sa folie destructrice ? Pour l'auteur de « l'Archipel du Goulag », la réponse est simple : « Ce dont Staline avait besoin, c'était d'avoir quelque part un grand chantier de construction employant des détenus, un chantier qui engloutirait une grande quantité de main-d'œuvre, de vies avec la sûreté d'une chambre à gaz, mais en plus économique, tout en laissant un monument grandiose du genre des pyramides, pour témoigner de son règne ». Le monument grandiose est là : l'URSS se trouve promue au rang de supergrand. Quant aux vies englouties, le résultat est atteint.

Et il faut tout le talent d'un Soljénitsyne pour nous faire pénétrer au cœur de ce nouveau monde, tel un ethnographe décrivant les nouvelles peuplades découvertes sur une planète jusque-là inconnue. Le monde des zeks (prisonnier) avec sa hiérarchie (en bas les « politiques », en haut les « droit commun »), avec ses privilèges, ses femmes et ses planqués. Et puis la faim, cette faim qui vous tenaille la nuit quand vous dormez, la nuit quand vous travaillez et tout le long de la journée : « Oh, ce n'est pas la prison ! Avoir faim et discuter en prison est une chose amusante et facile. Mais essayez donc un peu ici, dix ans durant, d'avoir faim, de travailler et de garder le silence, oui, essayez donc !... Allez ensuite exiger du peuple qu'il fasse preuve de moralité. » Mais ce qu'il y avait de plus pénible, c'est qu'« on exigeait de chacun qu'il gazouillât. La peau sur les os, il fallait singer la vie publique. D'une langue raidie par le froid, il fallait prononcer des discours dans lesquels on exigeait le dépassement du plan ! Et de démasquer les nuiseurs ! Et le châtimement de la propagande hostile des rumeurs répandues par les Koulaks ! »

Quel peut être dans ces conditions l'état d'esprit d'un détenu pour dix ans, ou pour la vie ? C'est là qu'excelle plus particulièrement Soljénitsyne qui sait nous faire percevoir la révolte, la résignation, l'indifférence et enfin le désespoir : « Nos yeux grands ouverts regardent vers le plafond noir, vers le ciel noir. Seigneur ! Seigneur ! Sous les obus et sous les bombes je te demandais de me conserver en vie. Et maintenant, je te le demande, envoie-moi la mort ».

Dernier des témoins, témoin éternel, Soljénitsyne reconnaît pourtant la difficulté de son entreprise qui « passe les forces d'une seule plume humaine ». « Ce qui doit trouver place dans cette partie est inembrassable ». Seules peuvent en pénétrer le sens profond les victimes elles-mêmes. Mais elles ne sont plus là pour raconter. Le prix Nobel Soviétique qui n'a eu vue sur l'Archipel que par « une fente de visée » nous invite donc à regarder par cette fente. « La mer, pour savoir quel en est le goût, il n'est besoin que d'une gorgée. »

Youri ALEXANDROV

(1) Le Seuil, 32 F. Franco : 35 F. En vente à la NAF.

Cette semaine, c'est à la N.A.F. que se situe l'événement.

C'est elle qui le crée et qui va le créer pendant les prochains mois. Il faut donc souligner ce fait qui ne constitue pas un point de départ, mais, plutôt, le signe que notre communauté militante trouve un nouveau souffle.

L'événement, c'est la parution dans quelques jours du livre de Bertrand Renouvin. Pour la première fois, un des dirigeants de la N.A.F. est publié par une grande maison d'édition, bénéficiant du même coup de ses circuits commerciaux et de son soutien publicitaire. Le retentissement de nos idées ne peut qu'en être décuplé. L'événement, c'est, en même temps, la préparation de nos Journées royalistes, qui entre maintenant dans sa phase ultime. Il va sans dire que chacun est mobilisé jusqu'au soir du 26 janvier, à tous les niveaux, et dans tous les domaines de l'action politique.

— Il s'agit d'abord d'assurer notre financement en vendant les milliers de vignettes qui sont à la disposition de tous.

— Il faut en même temps mobiliser nos sympathisants et attirer tous ceux qui sont curieux de nos idées, même s'ils se disent aujourd'hui nos adversaires. Nous discutons ! Les Journées sont faites pour cela.

Car il n'est pas question de célébrer un rite, d'assister à une cérémonie, ou de regarder un spectacle. Il faudra que chacun participe, que ce soit par des critiques, des questions ou, de notre côté, par des réponses.

C'est ainsi, et ainsi seulement, que nous ferons de ces Journées un événement national. Et l'événement, ce serait, au-delà du nombre, qu'on admette enfin de considérer le vrai visage du royalisme français : ni une secte de fanatiques, ni un groupuscule d'initiés, ni un rassemblement de nostalgiques, mais une fidélité lucide, une volonté d'ouverture, une idée libératrice.

Tel serait le véritable événement. Nous pouvons le créer, si nous le voulons.

N.A.F.



"le désordre établi"

Q. - Les éditions « Stock » sortent cette semaine un livre : « Le Désordre établi ». On l'annonce comme un pamphlet. Pourquoi un pamphlet ?

B.R. Il y a, dans la vie politique, des phénomènes intolérables qui entraînent des réactions de rejet : ce livre en exprime quelques uns. C'est donc bien un pamphlet, qui paraît d'ailleurs dans une collection très ouverte aux pamphlétaires. Mais ce sont en général des écrivains de gauche. Ce qui ne signifie pas — comme on le dira peut-être — que je suis un homme de droite. A la N.A.F., comme beaucoup de monde aujourd'hui, nous nous situons ailleurs : mon texte le montre clairement.

Q. - Ce livre surprendra-t-il les lecteurs de la N.A.F.-hebdo ?

B.R. C'est un ouvrage polémique donc fortement marqué par la personnalité de celui qui l'a fait. J'y ai mis un peu de moi-même et il était impossible de faire autrement. Mais ce livre condense les analyses de la N.A.F.-hebdo depuis sa fondation.

Ceux qui nous connaissent bien retrouveront à certains moments presque trait pour trait des analyses de Gérard Leclerc, d'Arnaud Fabre ou d'autres rédacteurs. Ce livre tente d'exprimer la N.A.F. Mais, c'est la loi du genre, il est beaucoup plus critique que positif alors que la N.A.F.-hebdo publie régulièrement des analyses approfondies et très positives.

Q. - L'emploi d'un style polémique n'est-il pas dangereux ?

B.R. Il ne faut pas attendre de ce livre la rigueur d'une thèse ou la profondeur d'un essai. Les ouvrages approfondis sont bien sûr nécessaires, mais il faut — lorsqu'on en a l'occasion — dire les choses différemment, d'une manière plus attrayante, accessible pour des lecteurs étrangers à notre problématique. Les élections présidentielles nous ont permis de toucher un public tout à fait nouveau. Ce

public peut avoir des difficultés : — lorsqu'il lit le « Projet royaliste » ou « Un Autre Maurras » — à entrer dans nos processus de réflexion.

Mais la polémique comporte des dangers. Entre autres celui-ci, d'ailleurs également vrai pour toutes sortes de livres : certaines personnes peuvent isoler des mots ou des paragraphes, un chapitre ou une partie, pour en faire le tout du livre et énoncer leur jugement à partir des éléments ainsi isolés. Tous les auteurs souffrent de ce procédé souvent inconscient. Ce genre d'interprétation a beaucoup nui par exemple à Maurras : des formules comme « politique d'abord », le titre de certains livres, certains chapitres ont été déformés. Donc attention à la lecture qu'en feront les gens ! Sans compter les intentions — plus ou moins honnêtes — de ceux qui reconstruisent un autre livre à partir des passages qu'ils ont eux-mêmes isolés et grossis, par paresse ou par volonté de nuire. Ce livre peut donc être déformé. Et le public peut réduire une école de pensée à cet aspect polémique — un peu comme dans l'ancienne Action Française — et oublier l'essentiel. Et l'essentiel, je tente, non de le traiter, mais d'y appeler.

Q. - Qu'y a-t-il dans ton livre ?

B.R. La première partie s'intitule : « la droite, du conservatisme à la subversion », la seconde

partie « la gauche ou l'espérance détournée », et la troisième — qui est importante — parce que c'est là que s'exprime le positif : « au-delà des clivages ». Il ne faut en privilégier aucune. Il ne faut en négliger aucune. Ce que je dis de la droite doit être bien compris — la droite suit une évolution inquiétante — mais il faut aussi retenir ce que je dis de la gauche qui subit une logique aussi néfaste. L'essentiel est peut-être la troisième partie. Au-delà des clivages, il y a un double mouvement : la droite et la gauche convergent intellectuellement dans une même subversion, tandis que — inversement — un autre mouvement réunit des idées de droite et de gauche dans des vues constructives qui résoudraient les contradictions, les oppositions sur lesquelles les Français butent tous les jours. Depuis des siècles, on oppose l'ordre et le mouvement, la liberté et l'autorité, la nation et l'universel, le pouvoir et les pouvoirs, alors que tout cela peut se conjuguer lorsqu'on en définit les véritables conditions. Voilà l'essentiel qui définit la N.A.F. Si nous nous situons en opposition à des idées exprimées en ce moment, nous avons la volonté d'être « ailleurs », à la conjonction de tout ce qu'il y a de positif dans des pensées qu'on intitule de « droite » ou de « gauche », pour le service de la nation et de l'homme. Nous ne sommes pas les seuls et ce n'est pas nous qui opérons cette conjonction.

une même subversion

Q. - Mais, dans ton livre, n'es-tu pas plus sévère contre la droite que contre la gauche ?

B.R. C'est peut-être une impression qu'on peut ressentir à la lecture. Dans la première partie consacrée à la droite, un des chapitres s'appelle « Visages ». Trois portraits : Jean Royer, Jean Cau et Jean Raspail, auteur de l'ignoble « Camp des Saints ». On ne retrouve pas un chapitre identique dans la partie consacrée à la gauche même si je parle de François Mitterrand, Georges Marchais, Jules Moch, Alain Krivine ou d'autres chefs de la gauche d'autrefois et de maintenant. Les attaques sont plus directes sur quelques personnages représentatifs de la droite française. Peut-être parce que nous avons côtoyé sans en être jamais — avant la fondation de la N.A.F. — ce milieu de droite. Et lorsqu'on connaît un peu mieux un milieu, le trait se fait parfois plus incisif. Mais ces analyses sociales, même si elles surprennent d'abord, feraient peut-être réfléchir dans tous les camps. Les gens de gauche verront que la droite n'est pas exactement ce qu'ils imaginent en raison des clichés, des schémas répandus dans ce milieu. Et puis les gens de droite qui nous liront s'apercevront peut-être d'un certain nombre de leurs travers et réfléchiront aux pièges dans lesquels ils sont en train de « foncer » tête baissée. Certaines personnes prendront cela pour elles et m'en voudront. Mais je n'en veux pas à des personnes. Si je nomme les gens, c'est à cause des idées qu'ils incarnent. Ce public de droite s'enfonce dans une logique proprement subversive — initialement, je vou-

lais appeler mon livre « Subversions » — La droite, contrairement aux apparences, risque de sombrer, idéologiquement, dans un nouveau totalitarisme.

Nous avons attaqué Nouvelle Ecole il y a deux ans, parce que c'est une évolution caractéristique d'une certaine pensée de droite où le public, conservateur et catholique, donne à fond dans la subversion. Mais il y a aussi le niveau de la politique de tous les jours : j'attaque Jean Royer, cas significatif du conservateur extrêmement moral qui, pour je ne sais quelles raisons, pactise avec un homme comme Giscard d'Estaing qui est le contraire de ce que représente Royer. Il y a des gens qui se font berner. C'est courant dans l'histoire de la droite. Il fallait le dire de façon nette.

Q. - Devant la politique de caste de la droite, beaucoup pensent à une solution « de gauche ». N'y a-t-il pas là un certain nombre d'illusions à critiquer ?

B.R. Ces illusions sont aussi tenaces que celles de la droite et il faut les critiquer aussi durement. Je suis aussi dur pour les thèmes de la gauche que pour ceux de la droite. D'abord sur le plan intellectuel : la gauche est soumise à une logique infernale. Elle tend à devenir une subversion. C'est particulièrement vrai du gauchisme. On a voulu voir dans la N.A.F. un groupe de « gauchistes » : s'il est vrai que mai 68 ou la mort de Pierre Overney ont amené à affiner nos analyses sur le gauchisme, on oublie que c'est chez nous, particulièrement sous la plume de Gérard Leclerc, qu'ont été publiés les articles les plus

B. Renouvin
LUTTER/STOCK 2
le désordre ÉTABLI

PRIX
28fr

Commande à retourner à :
L'Institut de politique nationale
B.P. 558 - 75026 Paris Cedex 01
C.C.P. : La Source 33 537-41.

entretien avec bertrand renouvin

durs contre le gauchisme. Avec ses idées de « libération », ce gauchisme débouchait en fait sur une véritable barbarie. Les idéologies fascistes-nietzschéistes de droite et le nietzschéisme de gauche convergent dans une même subversion. Tout ce petit monde se retrouve sur un terrain concret, le problème de l'avortement. Il faut attirer l'attention des gens de gauche sur cette logique totalitaire.

Et puis la gauche se pose des problèmes. Certaines pesanteurs politiciennes et sociologiques ainsi que le problème du pouvoir politique. Comme l'autogestion. La gauche en est consciente. Peut-être faut-il insister sur cette logique totalitaire où se retrouvent la société industrielle, la droite moderne et le gauchisme dans sa pire expression.

Q. - Droite et gauche ne se retrouvent-elles pas dans la chasse au modèle étranger ?

B.R. C'est un des travers de la pensée politique depuis très longtemps. Rousseau et le « bon sauvage », Montesquieu et l'Angleterre. Pour la droite aujourd'hui : les Etats-Unis. Pour l'extrême-droite, le Portugal. Même chose à gauche : l'Union soviétique, la Chine, la Yougoslavie ou Cuba. Modèles décevants que la gauche a rejetés avec dépit après s'être enthousiasmée. Un homme comme Dumont court de pays à pays à la recherche d'un modèle de socialisme. L'autogestion yougoslave ? C'est la naissance d'une « nouvelle bourgeoisie ». La gauche se désespère de ne pas trouver de modèle à sa convenance et essaye d'inventer l'autogestion à la française mais n'arrive pas à la trouver.

Q. - Dans un chapitre surprenant, tu mets en parallèle deux personnages aussi antithétiques que possible, Charles Maurras et Charles de Gaulle. Pourquoi ce rapprochement ?

B.R. Maurras et de Gaulle composent un

chapitre qui se trouve entre la première et la seconde partie et intitulé « Solitudes ». C'est le premier point qui les rapproche. On les a opposés et eux-mêmes se sont opposés extrêmement violemment. Maurras a écrit des articles terribles contre de Gaulle, les gaullistes et la Résistance pendant l'Occupation. Mais malgré ces oppositions, il y a la « solitude » qui les rapproche, par rapport à leur public, leurs adhérents et sympathisants. Maurras n'a pas été compris par son public : il y a eu divorce entre sa pensée profonde et une certaine catégorie du public d'A.F. Ce fut la même chose pour de Gaulle qui a été pris pour le rempart, défendant un certain nombre de privilèges contre la « subversion communiste », alors que le projet politique — qui apparaît avec le recul du temps — n'a pas été perçu — même pour ceux qui se disaient « gaullistes » — Sauf pour une minorité qui a réussi à pénétrer la pensée profonde de de Gaulle, comme une minorité a vraiment saisi celle de Maurras. Deux personnages placés dans des conditions différentes, avec des destins opposés. Les gaullistes vrais essaient de rétablir la vérité sur de Gaulle, comme nous essayons — Gérard Leclerc dans « Un Autre Maurras », par exemple — de retrouver l'essentiel de Maurras. Et il y a des soucis communs : celui de l'Etat, de la nation, de la société. Conférences de presse et discours de de Gaulle reprennent des phrases maurrassiennes ou bainvilliennes en politique étrangère. Il y avait un même souci de l'indépendance de l'Etat, de transformation de la société en profondeur par la participation, un souci de l'indépendance nationale. Tout ceci les rapproche même si les circonstances historiques les ont séparés. Au premier abord, cela fera peut-être scandale mais il ne faut pas avoir peur de le dire. On a trop souvent analysé le gaullisme et la pensée maurrassienne de façon purement passionnelle. Il faut maintenant prendre du recul, dire autre chose que des injures.

évolution intellectuelle ? Je le souhaite, car sa mécanique intellectuelle — comme le délire collectif stalinien des années 50 — est profondément décevante et attristante.

Q. - La droite n'est peut-être pas assez habituée au dialogue ?

B.R. Quand on adhère à une religion séculière et sectaire, il est certain qu'on ne peut admettre les critiques. C'est pour cela que ce pamphlet sera plus durement ressenti par les gens de droite que par les gens de gauche. Certains ont la pratique du dialogue, d'autres ne l'ont pas encore et ne l'auront probablement jamais.

Ils n'admettront pas les critiques, les moqueries ou les agaceries et ils répondront par l'injure, l'intolérance et le fanatisme — je le regrette. Mais on n'y peut rien. Il faut en prendre son parti.

Q. - N'y a-t-il pas une contradiction entre la polémique et le souci de dialogue de la N.A.F. ?

B.R. Les critiques, même dures, ne nuisent pas à l'esprit de dialogue. J'en ai déjà une preuve avec la lettre extrêmement amicale que m'a envoyée une des personnes que j'attaquais dans mon livre. Et je crois qu'une bonne discussion doit commencer par une mise au point assez ferme.

Q. - La polémique donnera-t-elle le véritable visage de la solution royaliste, qui est avant tout volonté d'unir les Français ?

B.R. La N.A.F. constitue un groupement de partisans de la monarchie mais ne représente pas la monarchie. Ne mêlons donc pas les plans : celui du combat politique — où nous n'engageons que nous-mêmes — et celui de l'institution qui fera l'unité profonde des Français par-delà leurs oppositions politiques, philosophiques ou religieuses.

Nous savons bien que ce n'est pas nous autres, simples partisans, qui ferons cette unité. Du moins pouvons-nous montrer les conditions de cette aspiration unitaire et refuser de participer, ne serait-ce qu'en esprit, à cette vieille guerre civile que se livrent les Français depuis des générations. Et si on lit vraiment ce livre, on s'apercevra qu'il est un refus de la guerre civile, en même temps qu'une revendication pour la liberté.

Propos recueillis par
Michel GIRAUD

rouvrir le débat

Q. - A travers cette petite œuvre polémique, as-tu posé le problème de société ?

B.R. Il est au centre de nos préoccupations depuis trois ans. Mais de ce petit texte on ne pourrait qu'évoquer les problèmes et rappeler un certain nombre d'images. Je montre que ce qu'on oppose habituellement — par exemple l'« Occident » et le « marxisme oriental » — se ressemble et converge de plus en plus. Le simple touriste peut le voir. Il suffit d'aller dans les villes, de plus en plus identiques, avec des gens qui travaillent tous de la même façon, profondément aliénantes. Il y a là un voile à déchirer. Quand on prend du champ, on s'aperçoit qu'on est confronté à une société bureaucratique, technocratique, qui est une société d'exploitation de l'homme, à l'Est comme à l'Ouest, malgré les idéologies qu'on essaie d'y greffer. Il faut faire cet effort de lucidité. L'essentiel est de sortir des vieux schémas qui font que tout est beau au Portugal ou en Union soviétique parce que cela fait partie du rituel. La pensée politique se limitait à ces clichés. Aujourd'hui, on assiste peut-être à ce

qu'Ellul appelait la fin des « religions séculières ». Il y a encore des aspects religieux, en Chine par exemple, mais on sent — peut-être depuis 1968 — que les choses se pensent et se disent différemment. Il y a certainement dans les écoles politiques françaises une volonté d'ouverture, de dialogue, un souci de se remettre en question. C'est peut-être de temps en temps caricatural. Mais c'est profond parfois : par exemple Gilles Martinet dans l'« Avenir depuis 20 ans », critique sa famille politique au lieu de vénérer tout ce qui a été fait par les socialistes depuis qu'ils existent. Il n'hésite pas à poser des problèmes difficiles pour la gauche. Dommage qu'on n'en fasse pas autant à droite où les clichés, avec référence obligatoire à la franc-maçonnerie, à la « ploutocratie », au complot bolchévique, empêchent de réfléchir. Le résultat politique et intellectuel, est plus que lamentable : on nie tout ce qui n'entre pas dans le schéma. D'où l'appauvrissement de l'esprit, le sectarisme de ces esprits étroits et glacés qui n'appréhendent plus rien. Peut-être la droite connaîtra-t-elle une

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone: 742-21-93
Abonnement trois mois : 20 F
Abonnement six mois : 40 F
Abonnement un an : 70 F
Abonnement de soutien : 120 F
C.C.P. N.A.F. Paris 642-31
Directeur de la publication
Yvan AUMONT
Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

inde :

l'ordre

des

assassins ?

● Dans les geôles de la « plus grande démocratie du monde », on torture au nom de la raison d'Etat.

Voici quinze jours, nous rapportions dans ces colonnes comment les sociaux-démocrates qui gouvernent la R.F.A. montraient leur vrai visage en laissant s'exercer dans les prisons de leur Etat ce qu'il est convenu de nommer pudiquement une « torture scientifique ». Craignons malheureusement que les méthodes employées en République Fédérale n'apparaissent bien dérisoires en regard des violences qui frappent aujourd'hui indistinctement en Inde ces hommes

et ces femmes qui, d'après leurs gouvernants, bénéficieraient du statut de citoyens de « la plus grande démocratie du monde ». Pareil privilège n'est pas donné à tout le monde !

Jugeons plutôt : « La plupart des femmes furent emmenées (1), un mois après leur arrestation, alors qu'elles participaient à des manifestations contre la hausse des prix au siège de la police de Calcutta. Là, elles furent conduites dans un cachot souterrain pour y être interrogées... et furent immédiatement l'objet de tortures physiques. Elles furent déshabillées complètement et allongées sur une table, brûlées à la cigarette — au cou, à la poitrine, au ventre et sur d'autres parties du corps plus intimes — ces tortures étant accompagnées de toutes les humiliations concevables. Après cela, si l'une de ces femmes refusait de parler, une barre de fer était insérée dans son rectum..., la victime était ensuite reconduite, inconsciente dans son cachot... ». Du siège de la police de Calcutta, l'informateur du Monde nous invite à nous rendre à Trivandrum dans la province de Kérala où s'est déroulé l'interrogatoire auquel fait allusion le témoignage suivant : « Dès son arrivée, le détenu est poussé dans l'une des pièces qui ne contiennent aucun meuble. Le niveau des tortures varie selon l'importance politique accordée au suspect. Ordinairement, elles prennent la forme d'une volée avec les mains, une canne de bambou ou la crosse d'un fusil, les coups sont le plus souvent assénés dans le dos, la tête du prisonnier étant maintenue enserrée entre les genoux de l'officier de police ».

D'après le rapport d'Amnesty International, « les plus grands démocrates du monde » hébergeraient dans les geôles du seul Bengale occidental quinze à vingt mille détenus soupçonnés d'appartenir à une organisation politique marxiste-léniniste, le mouvement naxalite, et par là même, susceptibles de subir les traitements précédemment cités. De son côté, le gouvernement fédéral, par la voix de son ministre de l'intérieur a démenti les informations reprises par le rapport d'Amnesty International. Des informations qui correspondent pourtant avec les témoignages publiés dans les colonnes du « très sérieux hebdomadaire de Bombay, Economic and Political Weekly ».

VIOLENCE ET SOUS-DÉVELOPPEMENT

A la lecture de pareilles cruautés, une chose est sûre : ce n'est pas chez les dirigeants indiens qu'on reconnaîtra l'héritage de celui qui voulait faire une fraternité

d'un pays déchiré. Gandhi est mort avant d'avoir vu son pays assurer son indépendance. Les prêches du petit homme sur la non-violence n'auront pas empêché la violence de se déchaîner, et la décolonisation aura coûté des millions de vies humaines aux peuples de l'Inde.

Il est curieux de constater à quel point sévit la corruption dans les administrations des pays du Tiers-Monde, et à quel point il est difficile d'échapper au joug des dictatures successives pour des peuples confinés dans la misère et « assistés » de façon permanente par un Etat qui, comme en Inde, préfère donner la priorité à une arme nucléaire plutôt que de développer une infrastructure économique, source de créations d'emplois. Les « appellations de régime » — socialiste ou pas — varient, mais les méthodes policières ne changent pas. Dernièrement, une enquête sur la torture des détenus politique vient d'être ouverte aux Philippines sur ordre du secrétaire d'Etat. On ignore encore combien auront fait de victimes les règlements de compte au Bangla-Desh. Dans ce Tiers-Monde là, la violence ne porte pas de masque, elle s'exerce en plein jour afin que l'ordre règne. L'ordre des nantis, l'ordre des corrompus qui abandonnent les richesses qui reviennent aux peuples qu'ils devraient servir, aux visées impérialistes de gros payeurs. Ces marchands de matière première en prétendant au politique ont abouti à faire un Etat « machine torturante », « machine humiliante » qui ne tiendra plus que par la crainte. Dès lors, cet Etat n'est plus légitime ; et il n'est plus temps de s'interroger dans les règles : a-t-on raison de se révolter ? La révolte est déjà dans le cœur des humiliés.

**

A la suite d'un Massu ou d'un Argoud, il se trouvera toujours des imbéciles pour justifier la torture — dans ce qu'elle a de plus déshumanisant, de plus humiliant, et Malraux nous renseigne là-dessus dans les dernières pages de ses *Antimémoires* — aux yeux d'une raison d'Etat qui n'a d'autre fin que le salut de l'Etat pour lui-même et non plus le service de la justice.

Philippe DELAROCHE

(1) Nous nous référons, ici essentiellement aux informations que livre *Le Monde* du 6 et 7 janvier à ses lecteurs. Informations qui s'appuient sur une série d'articles publiés dans un hebdomadaire de Bombay, et sur le rapport diffusé par l'organisme « Amnesty International ». Pour notre part nous avons essayé, sans succès, de joindre au téléphone un responsable de l'ambassade à Paris. Aucune ligne n'a répondu. Les diplomates indiens préfèrent-ils faire passer leur silence pour un aveu ?

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 642-31 Paris

à retourner à la naf - 17, rue des petits-champs - paris 1^{er}

Les journées royalistes
auront lieu
dans les salles de l'E.L.A.M.,
7, rue Noblet
à Rueil-Malmaison
(Hauts-de-Seine)

rueil : j - 15



25 et 26 JANVIER

JOURNÉES ROYALISTES

à RUEIL

VIGNETTE de SOUTIEN

Cette vignette donne droit à
l'entrée gratuite pour les 2 jours

9F

LES « VIGNETTES DE SOUTIEN »

Elles sont disponibles ! Elles sont imprimées en blanc sur fond rouge. Elles donnent droit à l'entrée gratuite pour les deux jours. Elles peuvent être vendues à tout le monde, même à ceux qui ne pouvant participer aux journées acceptent de soutenir notre action.

Tous nos militants, tous nos lecteurs doivent se mobiliser pour la vente de vignettes. Le bon ci-joint vous permettra de passer votre commande dès aujourd'hui, non seulement pour vous-même mais aussi pour en placer dans votre famille et auprès de vos amis. Un minimum de cinq vignettes par lecteur nous semble un objectif réalisable.

Alors au travail sans tarder !

Yvan AUMONT

JOURNÉES ROYALISTES BON DE COMMANDE DES « VIGNETTES DE SOUTIEN »

NOM :
Prénom :
Adresse :

désire recevoir vignettes de soutien à 9 F.

Je verse pour cela la somme de F
en règlement de ces vignettes.

Bon à découper et à retourner à
la N.A.F., 17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris. C.C.P. N.A.F. Paris 642-31.

Nous voici maintenant à moins de quinze jours des Journées royalistes. L'ensemble des militants, des sympathisants s'est mobilisé pour faire de ces journées un vaste succès, pour gagner le pari qui a été engagé au nom de toute la N.A.F. C'est en particulier sur la vente des vignettes de soutien que se mesure l'ardeur militante de nos amis.

Rappelons que ces vignettes (vendues au prix de 9 F l'unité) permettent non seulement l'entrée gratuite pour les deux journées mais encore peuvent être vendues à tous ceux qui acceptent de soutenir notre action.

De plus, dans la région parisienne un vaste effort d'affichage a été entrepris pour lequel nous avons besoin de toutes les bonnes volontés. Prenez contact avec les responsables en téléphonant à RIC 21-93, pour indiquer quelles sont vos possibilités, quelles sont les soirées que vous pouvez nous consacrer pour assurer le succès final.

Enfin un numéro spécial de la N.A.F.-hebdo de quatre pages a été édité ; il est disponible au prix de 5 F les 50 exemplaires et doit être envoyé à toutes vos relations et à tous vos amis.

L'effort ne doit plus se relâcher jusqu'au 26 janvier. Le succès est à ce prix.

Yvan AUMONT

AU TABLEAU D'HONNEUR POUR LA VENTE DES VIGNETTES

Région parisienne, Nantes, Vichy, Reims, Bretagne, Bordeaux, Rouen.

Quant aux sections suivantes qui n'ont encore commandé aucune vignette, leur légèreté est difficilement qualifiable.

Grenoble, Aix, Toulouse, Montpellier, Strasbourg, Orléans.

Transport. La S.N.C.F. nous a annoncé

Transport. La S.N.C.F. nous a accordé 20 % de réduction sur le prix du voyage aller et retour. Pour en bénéficier il faut nous demander un ticket spécial à présenter au moment de l'achat du billet.

Logement des participants de province. Toutes les personnes de la région parisienne qui pourraient héberger des militants venant de province sont priées de bien vouloir le signaler à la N.A.F. en précisant le nombre de places disponibles.

PROGRAMME DES JOURNÉES ROYALISTES

Samedi 25 janvier

10 h 30 Séance inaugurale.

Présentation des « journées » par M. Yves Lemaigen, président du Comité Directeur de la Nouvelle Action Française.

« Le nouveau pouvoir face à la crise : bilan d'une expérience », par Bertrand Renouvin.

14 h Forums « Identité nationale et personnalité régionale » - « Avortement et crise de société » - « Entreprise et crise économique ».

15 h 30 Forums « Fin de l'institution scolaire » - « L'indépendance nationale aujourd'hui » - « La crise de l'intelligence » - « La monarchie comme médiation politique ».

17 h Débat « A-t-on raison de se révolter ? » avec la participation de MM. Pierre Boutang et Maurice Clavel.

21 h Fête nocturne.

Dimanche 26 janvier

10 h Reprise des forums de la première série.

11 h 30 Reprise des forums de la deuxième série.

15 h Débat « L'avenir de la France : indépendance ou supranationalité » entre plusieurs personnalités.

16 h 30 Grand meeting de clôture.

Où est le socialisme ? Sans doute dans un guide (1) où sont recensés à la fois les partis officiels et cette constellation de groupuscules et de journaux qui sont comme la poussière d'un mois de mai passé depuis longtemps. Ici survit ou agonise un certain esprit qui plana sur les barricades, à la fois utopique et archi-concret, rigolo dans ses inventions et ennuyeux dans ses discours, agaçant et sympathique, charriant un marxisme défraîchi en même temps que des idées porteuses d'avenir.

Telle est cette **France des luttes** gauchiste, déjà vieillotte et un peu essoufflée de courir derrière un temps qui ne travaille pas pour elle. Et surtout, tellement récupérée par la société industrielle et les partis de la gauche officielle ! Car voici que tout le fouillis contestataire, trié, disséqué, ordonné, planifié, programmé et noyé dans une sauce réformiste-révolutionnaire au goût discrètement marxiste. Cela aussi, c'est le socialisme tel qu'il est apparu au cours de spectaculaires assises en octobre dernier (2).

Ça peut plaire. Ou bien ça peut fatiguer. Convenons que la célébration de l'esprit de mai par un technocrate, même de gauche, même consciencieux et intelligent, a quelque chose d'attristant. Et que tous ces clichés, ces formules d'autosatisfaction, ces coups de chapeau idéologiques et électoraux, ces pétitions de principe et serments de fidélité n'ont rien de particulièrement enthousiasmant. Mais il est vrai que ce qui est conçu pour être entendu supporte difficilement la lecture.

Mieux vaut donc, pour savoir où en est le socialisme lire le dernier livre de Gilles Martinet (3) : loin des discours officiels et des attitudes stéréotypées, voici en effet le livre d'un homme engagé qui sait prendre ses distances et d'un passionné qui n'a pas peur de nous confier ses doutes.

LES COULEURS DU PASSÉ

« Quand j'avais vingt ans — en 1936 —, l'avenir portait encore les couleurs du passé » dit joliment Martinet en commençant ce livre (4) qui est, à sa manière, les **Mémoires d'avenir** de l'un des plus solides dirigeants de la gauche. De fait, au moment du Front Populaire, on parlait moins de « prospective » que de la guerre passée, de la Belle Époque, de la Révolution russe. Puis, avec la montée du fascisme, le présent se mit à porter les couleurs d'un avenir presque immédiat. Aussi Martinet était-il communiste, parce qu'« à la dureté fasciste s'opposait la dureté communiste ». Ce qui est tout dire d'une époque et des idéologies qui s'y affrontaient. Vinrent les procès de Moscou, qui balayèrent le rêve et la Résistance qui fut l'occasion d'une communion avec le passé profond du pays.

Mais la révolution ? Elle demeurerait « celle du siècle passé », tandis que les seules idées neuves — planification et congés payés — étaient réalisées peu avant ou peu après la guerre. Mais étaient-ce des idées de « gauche » ? Le socialisme de l'après-guerre paraît en tout cas fort démuné, s'inspirant d'abord de Keynes avant de se satisfaire du pragmatisme d'une « troisième voie » mal tracée, puis de s'échouer dans le centrisme morne et bête d'un Guy Mollet. Mendès-France bien sûr, avait un instant redonné vie à la gauche. Martinet montre bien ses ambiguïtés et — déjà ! — la primauté du style sur le programme. Mais déjà clubs, revues, groupuscules, sont au travail, repensant le marxisme et analysant une société qui était en train de se transformer radicalement. On insiste alors sur les réformes des structures (nationalisation,

l'avenir des socialistes

planification, décentralisation, municipalisation des sols et transformation des structures agraires). Survint alors mai 68, qui bouleversa les prévisions de ce socialisme de hauts-fonctionnaires et remit en cause, à travers la critique du rôle révolutionnaire du prolétariat le dogme central d'un marxisme lui aussi dépassé par les événements.

L'UTOPIE

Révolution dans la Révolution, donc. Mais la profondeur et l'ampleur du mouvement.

Sans doute, répond Martinet montrant était-ce bien sérieux ?

Mais aussi le caractère contestable de son utopie à travers une analyse impitoyable de Marcuse et d'Illich. Contestation de la contestation, donc. D'abord parce que les thèses marcusiennes ne constituent pas un projet mais un « cocktail » où l'on trouve « beaucoup d'esprit millénariste, un peu de marxisme, un peu de rousseauisme, une dose non négligeable de naïveté et, pour terminer, pas mal de démagogie. Le vieux professeur fait la roue devant ses jeunes étudiants ». Ce qui est cruel mais juste.

Mais les ordinateurs du Massachussets Institute of Technology ? Et les thèses du savant Illich ? Sans méconnaître les aspects positifs de telles réflexions, Gilles Martinet s'interroge sur le bien-fondé de certains engouements. D'abord en rappelant que les animateurs du Club de Rome « font partie de l'Establishment technocratique international ». Ensuite en reprochant à Illich de négliger les problèmes concrets de la production (même si l'autobus est « convivial », comment produire convivialement un autobus ?), et à l'aspect finalement autoritaire de son utopie. De fait, tout système politique qu'il veut définir le sens de la vie, et décider de ce que l'homme doit aimer et haïr, débouche nécessairement sur le totalitarisme. Problème du sens, qui ne peut être défini par le politique, à moins de nier son exigence de liberté. C'est ce que montre Claude Bruaire dans son essai fondamental sur la **Raison politique** (5) : « aucune politique, dit-il, ne peut... régénérer l'exigence qui porte le politique. Ce n'est pas son affaire. Si elle tente de se substituer à ce qu'elle suppose, qui permet de la reconnaître, elle imposera une métaphysique officielle. Le despotisme peut la faire murmurer ou crier, il ne peut y faire croire. S'il faut au sens un sens, il doit venir d'ailleurs, de l'Autre. » Tout est là, dans cette volonté de faire de la politique une religion, ou dans celle de mêler sa religion à la politique.

Martinet sait cela, qui a observé la religion stalinienne, puis le passage de Kroucht-

chev de l'autocratie à la technocratie. Il sait aussi les limites de la nationalisation. Et démonte les mécanismes de l'appropriation des moyens de production, qui marquent la dictature de la bureaucratie d'Etat sur un peuple toujours exploité.

QUELLE AUTOGESTION ?

Mais Martinet, que veut-il et que peut-il ? L'avant-dernier chapitre de son livre — conclusion politique avant l'analyse stratégique — s'intitule « autogestion ». L'abordant, on se dit en soupirant qu'on va avaler l'habituelle tarte à la crème qui bourre mais ne nourrit pas. On a droit au contraire à une analyse lucide de l'expérience yougoslave (qui est jusqu'à présent un échec) et à une réflexion sur l'affaire Lip qui démontre l'ampleur des problèmes soulevés par l'autogestion. Car, dit Martinet, « ce qui compte, c'est qu'au sein d'un même courant politique où se trouvent Piaget et Rocard, Vitto et Neuschwander, les ouvriers n'ont posé véritablement que les problèmes de contrôle : ils n'ont abordé ceux de la gestion que par l'intermédiaire des experts, des techniciens et dirigeants nationaux ». Alors ? Faudra-t-il que le « projet » socialiste français débouche sur la dictature d'une quelconque Ligue des Communistes. Car comment assurer aux ouvriers le pouvoir de gestion, empêcher qu'ils ne le délèguent aux technocrates-maison ?

Très sincèrement, Martinet convient qu'il y a là un problème. Il tente de le résoudre par une « analyse de classe » d'ailleurs très compliquée car l'irruption d'une classe technicienne brouille les cartes et qu'au surplus Martinet sent bien que la classe ouvrière serait plutôt « trade unioniste » comme disait déjà Lénine. Ce qui pose non seulement le problème du pouvoir mais celui du modèle de consommation : car il n'est pas sûr, contrairement à ce que pense Martinet, que le pouvoir de décision de la classe ouvrière changerait radicalement le cours des choses. Dès lors le recours classique à la notion de planification démocratique n'apporterait aucune espèce de la phraséologie du programme commun.

Depuis vingt ans, le socialisme piétine donc, ou tourne en rond, en dépit d'un vocabulaire remis à neuf et, plus sérieusement, malgré une analyse plus lucide. Il sait désormais se poser à soi-même des questions gênantes. Mais il ne peut les résoudre faute d'avoir posé le problème du politique. C'est-à-dire de son autonomie par rapport aux puissances économiques et politiques, qui permet la justice et la liberté. Sinon le pouvoir tombe aux mains d'une technocratie de droite ou de gauche, qui impose son ordre tyrannique et vain.

En bon marxiste, pour qui tout pouvoir est un pouvoir de classe, Martinet refusera de poser la question en ces termes. Il se condamne ainsi à tomber d'une injustice dans une autre, d'une violence dans une autre, comme en témoignent toutes les expériences faites au nom du socialisme. Curieux destin de cette idée juste dont on refuse toutes les incarnations mais dont on ne veut pas poser les conditions, au nom de principes qu'on a oublié de constater.

Jacques BLANGY

(1) Alain Jaubert : **Guide de la France des luttes** (Stock).

(2) **Pour le socialisme** (compte rendu des Assises). (Stock.)

(3) A qui l'on doit **Les cinq communismes** (Seuil), et **Le système Pompidou** (Seuil).

(4) Gilles Martinet : **L'avenir depuis vingt ans** (Stock).

(5) Claude Bruaire : **La Raison politique** (Fayard).